Historique

La Confédération des Étudiants-Chercheurs s'est formée le 2 mars 1996 pour répondre à la fois aux attentes de nombreuses associations locales ou thématiques d'étudiants-chercheurs et à celles d'étudiants-chercheurs et de chercheurs dispersés, réunis par le réseau Internet autour du mouvement HotDocs. Ce forum de discussion apparu fin 1994, débattant de tout ce qui concerne le doctorat et le doctorant, diffusait en avril 1995 le rapport intitulé "Formation doctorale : enjeux, bilan, propositions". Devant la gravité de la situation de la Formation Doctorale française (flux important de docteurs, débouchés de plus en plus faibles), il est apparu nécessaire de fédérer les efforts accomplis à un niveau local, ou dans certaines disciplines, en matière de réflexion sur le statut et le devenir des étudiants-chercheurs. Le terme d'étudiant-chercheur est un concept large qui comprend les étudiants de troisième cycle, ainsi que toutes les personnes en situation précaire ayant suivi une formation doctorale (ATER [1], post-docs, chômeurs...).

C'est ainsi qu'est née la Confédération des Étudiants-Chercheurs, qui se définit comme une structure permanente et pérenne dans un monde associatif instable. Elle est indépendante, autonome et interdisciplinaire. Elle se veut être une voix forte, cohérente et représentative, et constitue à ce titre une force de proposition sur des thèmes tels que les études doctorales, le troisième cycle, l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

La CEC oriente ses actions en fonction des deux objectifs suivants :

- obtenir la reconnaissance d'un véritable statut pour les doctorants ;
- améliorer au niveau national l'adéquation entre le doctorant et le marché du travail, en contribuant notamment au développement des débouchés professionnels tant publics que privés.

La représentativité de la CEC

La CEC a regroupé en son sein quelque 35 associations, soit plus de 2000 doctorants issus de toutes les disciplines universitaires : de l'Ethnologie à la Pharmacie, en passant par les Lettres, l'Électronique, la Biologie, les Mathématiques, l'Économie, le Droit, etc.

Actuellement, elle est en période de renouvellement, et la conjoncture entraînera certainement une diminution du nombre de ses membres. En effet, certaines associations, dont les membres fondateurs sont en passe de finir leur thèse, disparaîtrons, et d'autre part, l'arrivée au pouvoir de ceux qui ont doublé le nombre d'allocations de recherche en 1989 semble de bon augure. Malgré tout, la CEC qui regroupe actuellement une vingtaine d'associations reste vigilante et combattive face aux contradictions des hommes politiques, comme nous le verrons par la suite.

Pour un collège d'étudiants-chercheurs

1. "Attachés Temporaire d'Enseignement et de Recherche" : contrat à durée déterminée d'un an, de service égal à celui d'un Maître de Conférences.

Cependant, il ne faudrait pas que le nombre d'adhérents de la CEC soit l'arbre qui cache la forêt. Le passé prouve en effet que la capacité mobilisatrice de la CEC est grande auprès des doctorants, qui savent réagir énergiquement pour obtenir des sièges lors des élections des différents conseils des universités. Et cette énergie s'avère bien nécessaire à cause du système biaisé de représentativité à l'Université, qui oublie la voix des doctorants, bien qu'ils constituent plus de la moitié des personnels de la Recherche Publique (plus de 71000 thèses en cours début 96 selon le rapport de la DGRT [2], à comparer au chiffre approximatif de 50000 Maîtres de Conférences, Professeurs, Chercheurs et PRAG [3]), il n'existe aucun collège qui représente pleinement les Étudiants-Chercheurs au CNESER [4]. De plus, alors qu'il serait normal que tous appartiennent au même collège, les doctorants sans charge d'enseignement sont rattachés au collège des étudiants, les moniteurs et ATER au collège des enseignants-chercheurs, et les post-docs à aucun. Pour toutes ces raisons, une des revendications de la CEC est la création d'un collège propre aux Étudiants-Chercheurs car c'est à cette seule condition que le CNESER offrira un panel réellement représentatif de l'Université et de tous ses acteurs.

Étudiants-chercheurs, Université, Recherche, même combat

Les intérêts de la CEC ne sont pas exclusivement corporatistes. Au contraire, les problèmes que rencontrent les doctorants et les jeunes docteurs sont étroitement liés à ceux de la Recherche Publique, de l'Enseignement Supérieur, et même de l'Enseignement Secondaire. C'est pourquoi, tout en restant indépendante, la CEC participe régulièrement à des réunions et actions inter-syndicales avec les différentes organisations intervenant dans le champ de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, que ce soit des syndicats d'étudiants ou des syndicats de chercheurs et d'enseignants-chercheurs.

Il ne faut donc pas s'étonner si, en énumérant les problèmes qui sont au cœur de la réflexion de la CEC, nous rejoignons des débats plus larges, que l'on a l'habitude de lire sous d'autres plumes.

De la thèse et de ses débouchés

La thèse représente une expérience de recherche mais correspond également à une période de formation pour le doctorant. L'augmentation du nombre d'inscrits en thèse va de pair avec le rallongement de la durée des études : il s'agit pour les étudiants de parfaire leur formation, et d'accéder aux niveaux supérieurs de diplômes, qui sont censés garantir un accès plus facile à une profession visée. Or rien n'est moins simple. L'absence de débouchés, qui se matérialise par un taux important de docteurs chômeurs (sans compter les post-docs, qui deviennent une véritable voie d'attente de recrutement), souligne une fois de plus le problème de la corrélation entre formation universitaire et monde du travail.

---

2. "Direction Générale de la Recherche et de la Technologie".
3. "PRofesseur AGrégé", à l'Université.
4. Conseil National de l'Enseignement Supérieur Et de la Recherche.

Des personnels de la Recherche

Ceci est d'autant plus important que, dans le cas des débouchés des jeunes docteurs, c'est l'Université elle-même qui, dans une certaine mesure, aggrave le problème : le faible nombre de postes, et la forte concurrence qui s'ensuit, rendent la Thèse de Doctorat insuffisante pour une carrière académique, et poussent les jeunes docteurs à la course aux formations complémentaire. Aux trois ans de thèse se rajoutent bientôt un ou deux ans d'ATER, et un ou deux ans de Post-doc, et les chercheurs de la Recherche Publique sont de moins en moins des fonctionnaires, et de plus en plus des contractuels en situation précaire. D'ailleurs, la proportion actuelle des doctorants dans le monde de la recherche annonce déjà la couleur de la situation à venir.

Des enseignants du supérieur

Ces débouchés dits académiques (postes d'enseignants-chercheurs à l'Université, chercheurs EPST [5]) sont les débouchés logiques des thèses de troisième cycle. Pourtant, l'Université est la proie de remises en causes profondes de ses missions, et en particulier de la façon de gérer le fossé entre enseignement secondaire et enseignement supérieur. Si l'on persiste à croire en une université où l'enseignement se trouve enrichi à tout instant par la double compétence de ses acteurs (enseignement et recherche), comment justifier les recrutements massifs, en premier cycle universitaire, de Professeurs Agrégés du Secondaire, dont les compétences pédagogiques sont notoires, mais qui se trouvent statutairement détachés des préoccupations de recherche ? C'est la secondarisation du DEUG qui est donc au cœur de la question et, plus que jamais, depuis l'annonce par Monsieur le Ministre Claude Allègre du budget pour l'année 1998. Certes, nous nous réjouissons de l'augmentation du nombre total de postes de Maîtres de Conférences mis au concours (créations plus renouvellement), mais nous nous étonnons de la création en nombre équivalent de PRAG et de Maîtres de Conférences (1200 de chaque), malgré l'engagement du Ministre de donner la priorité à l'emploi scientifique.

Le problème doit donc être soulevé : un enseignant à l'Université doit-il nécessairement être chercheur ? La question semble curieuse, si l'on considère les fondements même de l'enseignement à l'Université, mais elle nous est imposée par les faits.

La CEC est consciente qu'un poste de PRAG peut constituer, dans certaines disciplines, et dans certains contextes, un espoir pour un professeur agrégé du secondaire d'intégrer un jour le corps des enseignants-chercheurs. C'est pourquoi la CEC a avancé, sous la forme d'une proposition à l'Académie des Sciences, l'idée d'une modification du statut de PRAG. Conçu comme un poste d'accès à l'Université, le poste de PRAG deviendrait un poste à durée déterminée (cinq ans) permettant de mener une thèse à son terme, et de passer le concours de recrutement des Maîtres de Conférences.

Mais dans l'état actuel de la situation, nous pensons que le recrutement massif de PRAG n'est en aucune manière une bonne solution, ni pour l'Ensei-

5. "Établissements Publics à caractère Scientifique et Technologique".

gnement Supérieur, ni pour l'Enseignement Secondaire. D'une part parce que les postes ainsi mis au concours sont en réalité des postes transférés du secondaire, et non des postes rajoutés au concours de l'Agrégation et du CAPES. On peut penser que les conditions difficiles d'exercice dans le secondaire se verront accentuées par ce transfert massif de personnel enseignant, ce qui revient encore à accentuer le fossé entre lycée et université. D'autre part, on peut craindre en Sciences la généralisation du recrutement des jeunes docteurs agrégés restés en marge des (faibles) recrutements d'enseignants-chercheurs, sur des postes de PRAG. Il est regrettable que le vivier important des jeunes docteurs, fruit de la politique du Ministre de l'Éducation Nationale, Lionel Jospin, et de son Conseiller, Claude Allègre, en 1989, se voit contraint, faute de mieux, à accepter le statut de PRAG qui correspond si peu à la formation à la recherche reçue au cours du doctorat. Enfin, compte-tenu du temps nécessaire à la formation des doctorants, et pour éviter qu'une situation de ce type ne se reproduise, la CEC pense qu'il serait bon de réfléchir à une loi de programmation du recrutement (et du budget) dans l'Éducation Nationale, qui aboutirait à une politique pluriannuelle de recrutement, avec un meilleur échelonnement, une plus grande souplesse, et une meilleure prévision du rapport entre le nombre de candidats et le nombre de postes ouverts au concours.

Débouchés extra-académiques

La CEC se préoccupe également de la valorisation de la thèse dans les contextes professionnels extra-académiques. Étudier l'image des docteurs dans le milieu de la recherche industrielle, améliorer le contenu de la formation par la recherche à l'Université, en rapport avec ce débouché extra-académique, valoriser cette même formation auprès des acteurs de la recherche industrielle, sont les trois pôles d'attention de la CEC à ce sujet.

Dans ce cadre, des initiatives sont mises en place localement par des associations membres de la CEC en relation avec les PME et PMI. Il s'agit de faire du débouché extra-académique une alternative réelle aux emplois académiques pour les jeunes docteurs. En particulier, la CEC demande à ce que le doctorat soit reconnu par les conventions collectives. Mais sa véritable proposition réside dans un contrat de thèse qui valoriserait ainsi la formation doctorale.

Pour un contrat de thèse

Nous l'avons vu, les problèmes rencontrés par les doctorants sont multiples, variés, et fortement corrélés les uns aux autres. La solution que nous préconisons est la création d'un Contrat de Thèse, qui permettrait de régler les problèmes de statut, de formation et de valorisation.

Ce contrat de thèse a été élaboré en premier lieu par le mouvement Hot-Docs, après avoir recensé un panel aussi complet et objectif que possible des problèmes que peut rencontrer un doctorant au sein de sa formation doctorale ou une fois sa thèse terminée. Ainsi sont repris dans ce contrat les différents problèmes suivants : le financement de la thèse, malheureusement pas assez répandu, l'encadrement parfois trop lâche du doctorant, l'harmonisation de la durée des thèses, ainsi qu'un besoin de responsabilisation accrue entre les différentes parties prenantes (doctorant, directeur de thèse, directeur de laboratoire, directeur d'école doctorale), sur les droits et les devoirs de chacun. En particulier, la CEC insiste sur les formations complémentaires qui doivent être proposées au doctorant durant sa formation par la recherche.

C'est pourquoi la CEC s'est engagée, lors de sa participation aux Tables Rondes avec les représentants du ministère, en faveur d'une généralisation de la formation dispensée par les Centres d'Initiation à l'Enseignement Supérieur. Cette formation, qui ne concerne pour le moment que les allocataires de recherche recrutés sur un poste de moniteur de l'Enseignement Supérieur, prépare précisément les doctorants, par la pratique (horaire allégé d'enseignement dans le premier cycle, sous la tutelle d'un enseignant titulaire) et par la réflexion (stages), au métier d'enseignant-chercheur. Complément logique à la formation par la recherche, la formation par l'enseignement doit être intégrée aux modalités du doctorat, pour garantir la double compétence des jeunes docteurs candidats aux postes d'enseignants-chercheurs.

Ce contrat de thèse, ainsi que des formations complémentaires telles que les doctoriales [6], devraient également permettre une plus grande lisibilité de la thèse par le monde extra-académique et favoriser ainsi l'insertion de jeunes docteurs dans les entreprises. A ce jour, des projets de mise en place de contrats de thèse se profilent dans certains laboratoires et universités particulièrement dynamiques. Certains projets ont même déjà abouti par endroit et la CEC continue la promotion tant au niveau national (ministère, grands instituts, syndicats,...) qu'au niveau local (laboratoires, écoles doctorales, universités,...).

6. A ce sujet, voir l'excellent site de l'Association Bernard Grégory sur internet, à l'adresse suivante : `http ://www.abg.asso.fr/doctoriales.html`.